COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18 JANVIER 2022

L'an DEUX MILLE VINGT DEUX LE 18 JANVIER à 20 heures 00,

Le Conseil Municipal, sur convocation en date du 12 JANVIER 2022, s'est réuni, salle de la Lampe, sous la présidence de **Monsieur Christian LARDIÈRE, Maire de Linas.**

ÉTAIENT PRÉSENTS :

BERNARD Corinne, CHARPENTIER-CHOLLET Laurent, CUNIoT-PONSARD Mireille, DAVID Dominique, DEMICHEL Dominique, DJANY Alzina, FERNANDES Rosa, LANGLOIS Patrice, LE DROGO Laurent, LE MANACH Sandrine, LEVEQUE Anne, MACEL François-Xavier, MATIAS Rui, MICHAUD Daniel, RAVEL Stéphanie, RODARI Philippe, TANNEVEAU Jean-Jacques, THIoT Isabelle.

ABSENTS :

BLOT Dominique donne pouvoir à Dominique DAVID,
BRIANT Geoffrey donne pouvoir à Anne LEVEQUE,
CORDIER Stéphanie Laurent à Stéphanie RAVEL,
DALI Sara donne pour à Daniel MICHAUD,
GATINEAU Athéna donne pouvoir à Philippe RODARI,
GUERINOT Denis donne pouvoir à Patrice LANGLOIS,
HERTZ Ludovic donne pouvoir à Isabelle THIoT,
MALBROUCK Anaïs donne pouvoir à Corinne BERNARD,
MFUANANI NGUENTE Loïc donne pouvoir à Christian LARDIÈRE.
PICHOT Camille donne pouvoir à Alzina DJANY,

Monsieur le Maire, après avoir procédé à l'appel et constaté que le quorum était atteint, a ouvert la séance à 20h00. L'assemblée peut valablement délibérer.

Madame Stéphanie RAVEL est désignée secrétaire de séance.

Monsieur le Maire soumet le Procès-Verbal du Conseil Municipal du 17 novembre 2021 à l'approbation.

- **Le Procès-Verbal du 17 novembre 2021 est APPROUVÉ, À L'UNANIMITÉ.**

Monsieur le Maire rend compte des décisions municipales :

- **Décision municipale N°24/2021 du 26 novembre 2021**

Convention d'occupation précaire avec Madame Tamara JACOUD pour le logement communal situé 107 rue de la Division Leclerc (Studio fond de cour) 91310 LINAS, à compter du 1^{er} décembre 2021 pour une période de 6 mois reconductible de manière expresse pour deux nouvelles périodes de six mois chacune.

- **Décision municipale N°25/2021 du 10 décembre 2021**

Accord sur le montant de 325,88 € accordé à Madame Gwendoline ANCEL en raison des préjudices liés à son accident du 22 octobre 2021 lors de la soirée Roller Party.

FINANCES**1. RAPPORT CLECT PARIS SACLAY DU 15 DECEMBRE 2021.
Délibération n°01/2022**

Sur rapport de Monsieur LANGLOIS :

Pour rappel, la Commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC) a pour principale mission de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre communes et intercommunalité.

La CLECT de la Communauté d'agglomération Paris-Saclay s'est réunie le 15 décembre 2021.

La Commune de Linas est impactée par le point II B du rapport relatif à la révision des attributions de compensation.

En effet, la ville a souhaité renforcer le niveau d'entretien de ses espaces publics pour l'année 2021. Cette hausse est évaluée à 134 000 €.

L'attribution de compensation (AC) de la Commune de Linas s'en trouve impactée sur les années 2021 et 2022 :

- Pour 2021, l'AC de Linas sera ainsi diminuée de 134 000,00 €,
- Pour 2022, l'AC de Linas sera augmentée de 134 000,00 €.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A LA MAJORITÉ MOINS 2 ABSTENTIONS (Liste J'aime Linas)**

VU le rapport de la CLECT du 15 décembre 2021 et le relevé de décision ;

APPROUVE le rapport de la CLECT Paris - Saclay du 15 décembre 2021 ;

DIT que les crédits sont inscrits et prévus au Budget Ville 2021 et 2022 ;

DIT que la présente délibération sera transmise aux services de la CPS.

**2. DECISION MODIFICATIVE N°2 – BUDGET 2021.
Délibération n°02/2022**

Sur rapport de Madame DJANY :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'il lui appartient en cours d'exercice de prendre les décisions budgétaires modificatives propres à assurer l'ensemble des engagements supplémentaires de la Commune.

Ainsi, selon la nomenclature M57, il convient d'ajuster en fin d'exercice les crédits d'amortissements des biens acquis par la collectivité sur l'année 2021 qui n'apparaissent pas au Budget Primitif.

Au cours de l'année 2021, certaines fiches de biens ont été corrigées suite au travail effectué sur l'inventaire induit par le passage à la nomenclature M57. Ce travail est toujours en cours avec la trésorerie.

Ces corrections ont conduit à l'annulation des crédits d'amortissements prévus au BP 2021 ainsi qu'à une prévision rectifiée, incorporant les amortissements des nouvelles fiches de biens 2021 :

- Annulation de 603 491,26 € en dépenses de fonctionnement au chapitre 042 et montant rectifié pour l'année 2021 à 691 745,38 € au même chapitre.
- Annulation de 396,00 € en recettes de fonctionnement au chapitre 042 et montant rectifié pour l'année 2021 de 2 496,00 € au même chapitre.

Enfin, le rapport CLECT du 15/12/2021 acte une diminution de l'attribution de compensation 2021 de 134 000,00 € pour la Ville afin de compenser le renforcement de l'entretien des espaces verts. Il convient donc d'effectuer :

- Une diminution des recettes de fonctionnement du chapitre 73 de 134 000,00 € et une diminution d'autant des dépenses de fonctionnement au chapitre 011.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A LA MAJORITÉ MOINS 6 ABSTENTIONS
(Listes Linas Autrement et J'aime Linas)**

APPROUVE la Décision Modificative n°2 du Budget Ville 2021 comme indiqué dans le document ci-annexé.

3. OUVERTURE ANTICIPÉE DES CRÉDITS D'INVESTISSEMENT SUR LE BUDGET 2022.

Délibération n°03/2022

Sur rapport de Madame DJANY :

Monsieur le Maire rappelle que jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la Collectivité Territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Cette limite est de 1 064 807,97 €.

Cette possibilité permet d'éviter toute rupture d'activité durant le premier trimestre de l'année, sachant par ailleurs que les crédits ainsi ouverts seront intégrés dans le Budget Primitif 2022 de la Ville.

Il est proposé de prendre en compte une enveloppe au chapitre 20 de 60 000 €, au chapitre 21 de 169 826,10 € et au chapitre 23 de 9 249,00 €.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A LA MAJORITÉ MOINS 4 ABSTENTIONS
(Listes Linas Autrement)**

AUTORISE, par anticipation, avant l'adoption du Budget Primitif 2022, l'engagement, la liquidation et le mandatement des crédits d'investissement suivants selon le tableau ci-dessous :

OBJET	MONTANT	IMPUTATION
MISSION ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE AD'AP ECOLE ELEM	60 000,00 €	2031
PLANTATIONS ARBUSTES	5 000,00 €	2121
REFECTION DU PORTIQUE PARKING COSOM	2 900,00 €	2128
REMPACEMENT DES MATS SUR TERRAIN TENNIS EN EXTERIEUR	14 000,00 €	2158
CREATION DE MASSIF D'ENCRAGE POUR MATS D'ECLAIRAGE TENNIS	5 000,00 €	2158
CONVECTEURS ECOLE ELEMENTAIRE	269,50 €	2158
TONNE A EAU (arrosage)	5 500,00 €	2158
EPAREUSE (tonte)	19 020,00 €	2158
ISOLOIRS ELECTIONS	1 254,00 €	2188
RADAR PEDAGOGIQUE (PM)	5 337,60 €	2188
PLANCHER POUR TENTE 8x5M (évènements)	4 500,00 €	2188
TAPIS CHAUFFANT (EGLISE)	1 800,00 €	21351
SONO DE L'EGLISE	4 000,00 €	21351
2 VEHICULES DACIA SPRING	39 080,00 €	21828
VEHICULE MASTER	40 000,00 €	21828
VEHICULE KANGOO	20 000,00 €	21828
2 ORDINATEURS PORTABLES (mise en place du télétravail)	2 165,00 €	21838
MUR DE FAÇADE DE LA LAMPE	6 639,00 €	2313
RESTAURATION DE L'AUTEL DE LA VIERGE (EGLISE)	2 610,00 €	2316
	239 075,10 €	

FIXE le montant d'ouverture anticipée des crédits d'investissement pour 2022 à 239 075,10 € dont :

- 60 000,00 € au chapitre 20
- 169 826,10 € au chapitre 21
- 9 249,00 € au chapitre 23

DIT que ces crédits seront inscrits au budget primitif 2022.

URBANISME

4. OPERATION D'AMENAGEMENT « ZAC DE CARCASSONNE - ETANG » AVENANT N°1.

Délibération n°04/2022

Sur rapport de Monsieur RODARI :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibérations en date du 27 avril 2016 et du 09 octobre 2017, la Commune a respectivement approuvé la création de la ZAC Carcassonne - Etang et désigné la SPL Territoires de l'Essonne en qualité de concessionnaire d'aménagement.

Début 2021, la Commune a exprimé le souhait de voir évoluer la programmation de la Z.A.C en vue de permettre une absorption de l'ensemble des nouvelles offres de logements, dont celles issues de la réalisation de la Z.A.C, afin qu'elle soit compatible avec les capacités actuelles ou futures de ses équipements, à commencer par ses équipements scolaires.

Cette décision conduit à devoir suspendre temporairement la réalisation de l'opération d'aménagement.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A LA MAJORITE MOINS 7 ABSTENTIONS
(Listes Linas Autrement, J'aime Linas et Oxygène)**

ACCEPTE le projet d'avenant à la concession d'aménagement ;

ACCEPTE le bilan à Octobre 2021 ;

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer ledit avenant et tous les documents Afférents.

5. EPFIF – BILAN ANNUEL 2020.

Délibération n°05/2022

Sur rapport de Monsieur RODARI :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Ville et l'EPFIF sont liés par une convention d'intervention foncière depuis le 20 mai 2020. Chaque année, l'EPFIF transmet l'état récapitulatif au 31 décembre de l'année n-1 des actions et des projets engagés par l'EPFIF.

En 2020, l'EPFIF a signé l'acte de vente pour la préemption des parcelles AA 20-21 sises 18-20 rue Montvinet.

Les objectifs en 2021 portent sur une réflexion sur la suite à donner à plusieurs opérations dont le foncier est porté par l'EPFIF, à savoir : le 73, 73 bis rue de la Division Leclerc, l'impasse des Amaryllis, le 18-20 rue Montvinet et le secteur de l'Etang.

LE CONSEIL MUNICIPAL

PREND ACTE du bilan 2020 de l'EPFIF.

AFFAIRES GENERALES

6. CREATION D'UNE COMMISSION MAPA.

Délibération n°06/2022

Sur rapport de Monsieur le Maire :

Monsieur le Maire rappelle que l'article 9 du règlement intérieur du Conseil Municipal permet de créer des commissions municipales permanentes exclusivement composées d'élus.

Ces commissions sont librement créées par le Conseil Municipal qui en fixe la composition sur proposition du Maire. Chaque commission est présidée par le Maire ou par un membre du Conseil Municipal désigné par le Maire.

Il vous est proposé la création d'une commission pour les marchés à procédures adaptées. Pour information, les MAPA sont les marchés dont les montants en euros HT sont inférieurs aux seuils de procédure pour les marchés formalisés (= appels d'offres).

Au 1^{er} janvier 2022, ces seuils de procédure sont les suivants :

- 215 000 euros HT pour les marchés de fournitures et de services ;
- 5 382 000 euros HT pour les marchés de travaux.

Il est précisé qu'en dessous de 40 000 euros hors taxes, aucune procédure obligatoire n'est imposée à la collectivité mais certaines obligations doivent être observées : choix d'une offre pertinente, bonne utilisation des deniers publics, non contractualisation systématique avec un même prestataire...

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A L'UNANIMITÉ**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

DE CREER une commission pour les marchés à procédures adaptées (MAPA) dont la composition est la suivante :

Président : Monsieur le Maire	
Membres titulaires	Membres suppléants
Christian LARDIÈRE	Dominique DEMICHEL
Alzina DJANY	Stéphanie RAVEL
Philippe RODARI	Anne LEVEQUE PICHOT
Patrice LANGLOIS	Dominique BLOT
Rosa FERNANDES	Dominique DAVID
Rui MATIAS	François-Xavier MACEL
Daniel MICHAUD	Ludovic HERTZ
Mireille CUNIoT-PONSARD	X

PRECISE que cette commission sera amenée à émettre un avis pour tous les marchés dont le montant estimatif est compris entre 40 000 euros hors taxes et 215 000 euros hors taxes (5 382 000 euros HT pour les travaux).

7. ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA DEMATERIALISATION DES PROCEDURES.

Délibération reportée

8. REPLACEMENT DE MEMBRES NON ELUS AU COMITE SCOLAIRE-ENFANCE-JEUNESSE.

Délibération n°07/2022

Sur rapport de Madame LEVEQUE :

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 14 janvier 2021, le Conseil municipal a désigné les représentants siégeant au sein du comité consultatif scolaire enfance jeunesse :

Membres élus du Conseil Municipal	Linois
Présidente : LEVEQUE PICHOT Anne	WU Stéphanie
LE MANACH Sandrine	HERINGER Marjorie
BERNARD Corinne	CIRET Aurore
BRIANT Geoffrey	REGANHA Jocelyne
PICHOT Camille	FERRER Pierre
DALI Sara	LAURENT Emilie
MATIAS Rui	LANGOT Antoine
CUNIoT-PONSARD Mireille	VOVARD Florent

Madame Jocelyne REGANHA, Madame Emilie LAURENT et Monsieur VOVARD Florent, membres non élus, ont pris la décision de quitter ce comité consultatif. Afin de pourvoir les postes laissés vacants, un appel à candidature a été lancé en décembre dernier. Cinq personnes ont candidaté à ces postes : Mme Alexandra MULOT, Mme Ana DE OLIVEIRA, Mme Serour MSAKNI et Mme Julie TAXIL et M. Joseph LOURDESSAMY.

Par ailleurs, dans un souci de précision, il est opportun d'indiquer que les membres de ce comité seront invités aux séances du Conseil municipal des enfants.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A L'UNANIMITÉ**

VU les candidatures reçues :

DESIGNE comme nouveaux membres non élus du Comité Scolaire-Enfance-Jeunesse :

- Madame Serour MSAKNI
- Madame Alexandra MULOT
- Monsieur Joseph LOURDESSAMY

PRECISE que les membres de ce comité pourront être conviés aux séances du Conseil municipal des enfants en fonction des points abordés.

9. REMPLACEMENT D'UN MEMBRE ELU AU COMITE DE LA CAISSE DES ECOLES.
Délibération n°08/2022

Sur rapport de Madame LEVEQUE :

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 17 novembre 2021, le Conseil Municipal a désigné les représentants pour la Caisse des Ecoles comme suit :

- Madame Anne LEVEQUE, Vice-Présidente de la Caisse des Ecoles
- Madame Sandrine LE MANACH
- Madame Sarah DALI
- Monsieur Dominique DAVID
- Madame Corinne BERNARD

Par courrier reçu en mairie le 21 décembre 2021, Madame Corinne BERNARD a pris la décision de démissionner du Comité de la Caisse des Ecoles. Il convient donc de pourvoir le poste laissé vacant suite à ce départ.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A L'UNANIMITÉ**

VU la candidature de Geoffrey BRIANT pour intégrer la Caisse des Ecoles ;

DESIGNE Geoffrey BRIANT représentant de la Commune de Linas au sein du Comité de la Caisse des Ecoles de Linas en remplacement de Madame Corinne BERNARD, démissionnaire.

PRECISE que cette délibération sera transmise à la Caisse des Ecoles.

10. MOTION RELATIVE AUX MODALITES DE RACCORDEMENT SUR LES RESEAUX DE FIBRE GRAND PUBLIC (FFTH).

Délibération n°09/2022

Sur rapport de Monsieur le Maire :

De nombreux disfonctionnements, dégradations et malfaçons ont été observés au cours des derniers mois sur les réseaux de fibre optique publics et privés déployés sur le territoire de la Communauté d'agglomération Paris Saclay (CPS). Cette situation engendre de sérieuses difficultés dans le raccordement de la fibre auprès des usagers.

De tels désordres suscitent une exaspération grandissante auprès des administrés des différentes communes qui se trouvent, en conséquence, privés d'accès à la fibre dans un contexte de crise sanitaire durable qui impose à de nombreuses familles le recours au très haut débit pour pouvoir télétravailler ou se former à distance.

Des démarches ont déjà été engagées par la CPS, personne publique compétente dans le déploiement de la fibre optique, auprès du délégataire SIPPAREC et des différents opérateurs concernés.

A présent, afin de porter l'affaire auprès de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ARCEP), il est proposé par la CPS aux Maires des communes de l'agglomération de soumettre une motion aux conseils municipaux.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, A L'UNANIMITÉ

DEMANDE à l'ARCEP que des améliorations effectives soient apportées dans les plus brefs délais sur les plans techniques et contractuels au processus de mutualisation mis en œuvre pour le raccordement de l'abonné final FTTH afin de remédier aux nombreux désordres observés actuellement sur les réseaux.

DEMANDE à l'ARCEP que les contrats STOC v2 conclus entre les Opérateurs d'Infrastructures et les Opérateurs Commerciaux soient opérationnels dès 2022 en vue de clarifier et d'encadrer davantage les responsabilités de chacune des parties dans la mise en œuvre de ces raccordements.

DEMANDE à l'ARCEP un encadrement contractuel et juridique permettant une mise en demeure avec pénalités financières et une exclusion d'un opérateur commercial qui ne répondrait pas aux obligations de contrôle des sous-traitants.

DEMANDE à l'ARCEP la mise en œuvre d'indicateurs obligatoires (signalements, malfaçons, échec de raccordement, déploiement, ...) auprès des opérateurs d'infrastructure et opérateurs commerciaux.

11. RAPPORT ANNUEL 2020 DU SIGEIF.

Délibération n°10/2022

Sur rapport de Monsieur LANGLOIS :

Monsieur le Maire rappelle que la Commune de Linas a pris la décision d'adhérer au SIGEIF au titre de la compétence d'autorité d'organisatrice du service public de distribution de gaz.

Il est précisé que cette adhésion n'a pris effet qu'au 1^{er} janvier 2020, le temps que le SIRM restitue à la commune la compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution du gaz.

La Commune de Linas étant à présent pleinement adhérente du SIGEIF, il convient qu'elle prenne acte du rapport annuel de ce syndicat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le rapport annuel 2020 du SIGEIF ;

PREND ACTE du rapport annuel 2020 du SIGEIF.

12. RAPPORTS ANNUELS 2020 – COMPETENCE ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PARIS-SACLAY.

Délibération n°11/2022

Sur rapport de Monsieur LANGLOIS :

Monsieur le Maire rappelle que la Commune de Linas a pris la décision de transférer la compétence assainissement à la Communauté d'agglomération Paris Saclay (CPS).

Lors du Conseil Communautaire du 15 décembre 2021, la CPS a pris acte des rapports annuels 2020 des délégataires et approuvé le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement et de la gestion des eaux pluviales urbaines 2020.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire de la commune ayant transféré la compétence doit transmettre ces rapports au Conseil Municipal qui en prend acte.

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement pour l'année 2020 ;

VU le rapport 2020 du délégataire SUEZ EAU France ;

PREND ACTE du rapport annuel 2020 du délégataire SUEZ EAU FRANCE relatif au service public de l'assainissement et de la gestion des eaux pluviales urbaines sur diverses communes ;

PREND ACTE du rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement et de la gestion des eaux pluviales urbaines 2020 de la CPS (27 communes) ;

PRECISE que cette délibération sera transmise aux services de la CPS.

RESSOURCES HUMAINES**13. MISE EN PLACE D'UN FORFAIT COUVRANT LES AVANTAGES ACCESSOIRES DES LOGEMENTS ATTRIBUES POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE.****Délibération n°12/2022**

Sur rapport de Monsieur LANGLOIS :

Par délibération du 27 mai 2008, le Conseil Municipal a approuvé la liste des logements de fonction :

- Un logement de fonction au Directeur général des Services pour nécessités absolues de service (inoccupé) ;
- Un logement de fonction au gardien du COSOM pour nécessités absolues de service ;
- Un logement de fonction pour nécessités absolues de service à un agent de maîtrise des services techniques pour assurer la surveillance du centre technique municipal.

Il est précisé, dans cette délibération, que ces logements sont accordés à titre gratuit, étant indiqué que les avantages accessoires sont fixés dans l'arrêté individuel d'attribution.

Par ailleurs, le décret n°2012-752 du 09 mai 2012 a mis fin à la gratuité des avantages accessoires (eau, électricité, gaz, assurances, travaux d'entretien courant ...) pour les logements accordés pour nécessité absolue de service.

Une réponse ministérielle du 27 décembre 2012 (QE 01863) a indiqué qu'une période de tolérance jusqu'au 1^{er} septembre 2015 serait admise pour les concessions accordées avant la parution du décret 2012-752.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé d'appliquer une évaluation forfaitaire pour les avantages accessoires d'un montant global de 150 euros mensuel par logement. En effet, la mise en place de compteurs individuels dans l'ensemble des logements représenterait un coût trop important pour les finances communales.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A LA MAJORITE MOINS 5 ABSTENTIONS
(Liste Linas Autrement et Oxygène)**

APPROUVE la mise en place d'un forfait mensuel pour les avantages accessoires de 150 euros par logement accordé pour nécessités absolues de service ;

PRECISE que ce forfait ne dispense pas du paiement des diverses taxes et impositions locales (TEOM, contribution à l'audiovisuel public etc...).

14. RECRUTEMENT POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE OU SAISONNIER D'ACTIVITE.**Délibération n°13/2022**

Sur rapport de Monsieur RODARI :

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 permet de recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents afin de couvrir :

1° un accroissement temporaire d'activité, d'une durée maximale de 12 mois sur une période de 18 mois consécutifs ;

2° un accroissement saisonnier d'activité, d'une durée maximale de 6 mois sur une période de 12 mois consécutifs.

Conformément à l'article 34 de la même loi, ces emplois doivent être créés par délibération du Conseil Municipal.

Lors des périodes de vacances scolaires, il est nécessaire de renforcer les services suivants pour accroissement saisonnier d'activités :

- Accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) ;

En outre, il est nécessaire de prévoir la création d'emplois pour accroissement temporaire d'activités, pour les services suivants :

- ALSH et ATSEM ;
- Services techniques ;
- Restauration municipale ;
- Entretien ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, A L'UNANIMITÉ

AUTORISE, pour les années 2022 et 2023, Monsieur le Maire ou son représentant à recruter des agents contractuels pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire, ou saisonnier d'activité en application de l'article 3 de la loi n°84-53 précitée ;

CREE au maximum 10 emplois à temps complet et 20 à temps non complet dans le grade d'adjoint d'animation, adjoint technique, adjoint administratif, adjoint du patrimoine, relevant de la catégorie hiérarchique C ;

CHARGE Monsieur le Maire ou son représentant de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil. La rémunération sera limitée à l'indice terminal du grade de référence ;

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

15. RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS DE REMPLACEMENT. **Délibération n°14/2022**

Sur rapport de Monsieur RODARI :

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que l'article 3-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 permet que les emplois permanents des collectivités puissent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison :

- D'un congé annuel,
- D'un congé de maladie, de grave ou de longue maladie,
- D'un congé de longue durée,
- D'un congé de maternité ou pour adoption,
- D'un congé parental ou d'un congé de présence parentale,
- D'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelles, de sécurité civile ou sanitaire,
- D'autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur ce fondement sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

CONSIDERANT que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A L'UNANIMITÉ**

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à recruter des agents contractuels dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 précitée pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles.

PRECISE que Monsieur le Maire ou son représentant sera chargé de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil.

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

16. MAINTIEN DU REGIME INDEMNITAIRE EN CAS D'AUTORISATION SPECIALE D'ABSENCE COVID 19.

Délibération n°15/2022

Sur rapport de Monsieur RODARI :

Monsieur le Maire rappelle que, dans une note du 29 décembre 2021, le Ministère de la Cohésion des territoires et des collectivités locales a émis la recommandation suivante :

« Compte tenu du caractère exceptionnel de la situation sanitaire et de son impact sur la situation individuelle des agents publics, les employeurs territoriaux sont invités à maintenir le régime indemnitaire des agents placés en Autorisation Spéciale d'Absence (ASA), y compris dans l'hypothèse où une délibération permettrait la suppression des primes en l'absence de service effectif ».

Monsieur le Maire souhaite d'une part, accorder au bénéfice des agents (titulaires, stagiaires, et non titulaires), l'autorisation spéciale d'absence Covid-19 prévue en cas de risque de contagion et d'autre part, maintenir le régime indemnitaire des agents placés en ASA, à partir du 03 janvier 2022 pour une durée de trois semaines minimum et en fonction de l'évolution de la situation épidémique. Il estime qu'en l'état actuel de la crise sanitaire, les autorisations exceptionnelles d'absence apparaissent comme les plus protectrices pour les agents.

Il convient donc d'actualiser la délibération n°8 du 27 février 2013 concernant les « Autorisations spéciales d'absences ».

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A L'UNANIMITÉ**

APPROUVE le maintien du régime indemnitaire des agents territoriaux placés en autorisation spéciale d'absence COVID-19 à compter du 3 janvier 2022.

SCOLAIRE – ENFANCE – JEUNESSE**17. PROJET DE CLASSES DE DECOUVERTE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE DES SOURCES – ANNEE 2022.****Délibération n°16/2022**

Sur rapport de Madame LEVEQUE :

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante du projet de classes de découverte de l'école élémentaire des Sources.

Les CM2 (82 élèves) devraient participer à un séjour autour du cirque intitulé « Tous en Piste ». Ce séjour se déroulera au centre d'accueil du Domaine du Lac Sauvain situé à Arcy-sur-Cure en Bourgogne du :

- Lundi 07 au vendredi 11 mars 2022 pour les classes de Mmes L'HOMME et VIELLE.
- Lundi 14 au vendredi 18 mars 2022 pour les classes de Mmes SAULNIER et SERVANT.

Au programme :

- Jour 1 : Visite du Musée du Cirque de Dampierre.
- Jour 2 : Découverte des différentes activités du cirque et découverte de l'écosystème forestier.
- Jour 3 : Pratique de différentes activités : trapèze, fil, jonglage, diabolo et assiettes chinoises. Visite des Grottes préhistoriques d'Arcy-sur-Cure.
- Jour 4 : Pratique de différentes activités : trapèze, fil, jonglage, diabolo et assiettes chinoises. Fabrication de balles de jonglage.
- Jour 5 : Entraînement et préparation du spectacle. Présentation du spectacle.

L'ensemble de la prestation transport, hébergement, pension complète, activités et assurance annulation s'élève à 33 268,64 € pour les 82 élèves, dont 12 gratuits adultes.

Le coût à la charge des familles (50 % du coût total) est de 16 634,32€ soit une participation familiale par enfant de 202,86 €.

Le coût restant à la charge de la Commune (50 % du coût total) est de 16 634,32 €.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A L'UNANIMITÉ**

VU les travaux du Comité Jeunesse-Petite Enfance du 29 novembre 2021,

APPROUVE le projet de classe découverte pour les classes de CM2 pour un coût total TTC de 33 268,64 €.

DIT que les dépenses et les recettes seront inscrites au budget 2022.

QUESTIONS DIVERSES TRAITÉES

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h30.

Affiché le : 25/01/2022.